

<b>CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)</b>	<b>MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES</b>  <b>APPEL D'OFFRE OUVERT</b>  <b>Consultation GH10_2024_030</b>  <b>ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS D'ECONOMIES D'ENERGIE POUR LE GHU PARIS-SACLAY</b>  <b>MARCHE N° 2024_010_DT_10_030</b>  <b>Lot unique</b>
---	---

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE 1 - GENERALITES .....</b>	<b>4</b>
<b>1.1 Identité du maître d'ouvrage.....</b>	<b>4</b>
<b>1.2 Objet et forme du marché .....</b>	<b>5</b>
1.2.1 OBJET DU MARCHE.....	5
1.2.2 FORME DU MARCHE ET DES PRIX.....	5
<b>1.3 PROCEDURE DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>1.4 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
1.4.1. DUREE DU MARCHE.....	5
1.4.2. DELAIS D'EXECUTION .....	5
<b>1.5 Clause de réexamen.....</b>	<b>6</b>
<b>1.6 SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>6</b>
<b>1.7 MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....</b>	<b>8</b>
<b>1.8 Démarche insertion sociale.....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>9</b>
<b>CHAPITRE 3 – CONTENU DE LA MISSION – OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>9</b>
<b>1.9 CONTENU DE LA MISSION .....</b>	<b>9</b>
1.9.1 Typologie des Projets Techniques .....	9
1.9.2 Modalités communes à toutes les Missions du présent Marché.....	9
<b>1.10 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>11</b>
<b>CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES .....</b>	<b>13</b>
<b>1.11 CONTENU DES PRIX .....</b>	<b>13</b>
<b>1.12 Avance .....</b>	<b>13</b>
<b>1.13 REVISION .....</b>	<b>13</b>
<b>1.14 PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE .....</b>	<b>14</b>
<b>1.15 MODALITES DE PAIEMENT .....</b>	<b>15</b>
<b>1.16 ACOMPTE.....</b>	<b>16</b>
<b>CHAPITRE 5 - EXECUTION DE LA PRESTATION.....</b>	<b>16</b>
<b>1.17 Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>16</b>
<b>1.18 Relations entre les parties.....</b>	<b>16</b>
<b>1.19 PENALITES .....</b>	<b>16</b>
<b>CHAPITRE 6 - RESILIATION.....</b>	<b>17</b>

**CHAPITRE 7 - ASSURANCES-LITIGES ..... 17**

**CHAPITRE 8 - SITUATIONS PARTICULIERE ..... 17**

**CHAPITRE 9 - DEROGATIONS AU CCAG PI..... 18**

## CHAPITRE 1 - GENERALITES

### 1.1 IDENTITE DU MAITRE D'OUVRAGE

#### **Maitre d'ouvrage**

GHU Paris Saclay

78 rue Général Leclerc

94270 LE Kremlin-Bicêtre

Courriel : [servicemarches.gh10.bct@aphp.fr](mailto:servicemarches.gh10.bct@aphp.fr)

Les opérations, de leurs études à l'achèvement des travaux, sont conduites par un conducteur d'opération nommé par la Direction des Investissements du GH.

L'interlocuteur privilégié du prestataire est le conducteur d'opération. Il conduit les études, organise les réunions et entretiens, facilite la collecte de données. Il sera désigné en tant que « maître d'ouvrage » dans le présent document.

L'organisation de la maîtrise d'ouvrage sera communiquée au prestataire après commande d'une mission.

**Comptable public assignataire des paiements** : M le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.

#### **Concertation avec les utilisateurs**

Dans le cadre des opérations techniques notamment celles réalisées en milieu occupée, le maître d'ouvrage implique les utilisateurs, les référents experts et le cas échéant des membres d'instances représentatives du personnel. Le prestataire sera amené à les rencontrer principalement lors de la phase projet.

A titre d'illustration, les principaux interlocuteurs du prestataire, parmi les utilisateurs, dans le cadre d'une mission peuvent être : les experts techniques du site, les gestionnaires de risques, les hygiénistes, les partenaires sociaux...

#### **Interlocuteurs Externes au MOA**

- Le titulaire pourra, dans le cadre de ses missions, rencontrer les autorités administratives extérieures compétentes (ABF, DRAC, Commission de Sécurité, Fournisseurs et Prestataires concernés (EDF CPCU, Mairie, Inspection Générale des Carrières, ...) lors de réunions organisées à la demande du titulaire ou de la Maîtrise d'Ouvrage.
- L'organisation des réunions et les prises de contacts auprès des instances internes et extérieures sont assurées par le Maître d'Ouvrage et le conducteur d'opération. Aucun contact ne doit être pris en direct par le titulaire sans avis préalable de la Maîtrise d'Ouvrage.

## 1.2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

### 1.2.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses particulières a pour objet de confier une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'actions d'économie d'énergie pour les hôpitaux du GHU Paris-Saclay, à savoir, les hôpitaux de Bicêtre – Maritime de Berck - Paul-Brousse - Antoine Béchère - Ambroise Paré – Sainte-Périne – Raymond Poincaré.

Numéro de lot	Intitulé du lot
Lot unique	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'actions d'économie d'énergie pour le GHU Paris-Saclay

### 1.2.2 FORME DU MARCHÉ ET DES PRIX

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

Les prestations seront réglées à prix unitaires en application des quantités réellement exécutées, sur la base des prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) en annexe 1 de l'acte d'engagement :

Les montants unitaires minimum et maximum en € HT sont les suivants :

Montant minimum en € H.T	Montant maximum en € H.T
60 000€ H.T	300 000 € HT

## 1.3 PROCEDURE DU MARCHÉ

La procédure applicable est une procédure formalisée, soit un appel d'offres ouvert passée en application des articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

Le présent marché ne comporte ni variantes, ni prestations supplémentaires ni tranche optionnelle.

## 1.4 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

### 1.4.1. DUREE DU MARCHÉ

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de quatre (4) ans à compter de sa date de notification au titulaire.

### 1.4.2. DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécutions des prestations sont mentionnés dans le présent CCP et/ou dans chaque bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

### **1.5 CLAUSE DE REEXAMEN**

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles missions,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas de changement de dénomination sociale du Titulaire.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par courrier recommandé.

### **1.6 SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire d'un marché public peut, dans les conditions prévues par l'article L2193-3 du Code de la Commande Publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du Pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Toutefois, les prestations afférentes au présent marché ne peuvent faire l'objet d'aucune sous-traitance par dérogation à l'article 3.6 CCAG PI, concernant les missions essentielles de définition de projet d'économie d'énergie.

Conformément à l'Article R2193-1 du code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :
  - La nature des prestations sous-traitées ;
  - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
  - Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en œuvre les dispositions de l'article 60.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement ;

- Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article -3 du code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R. 2191-1 à -63 du code de la commande publique s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Figurent dans l'acte spécial les renseignements ci-dessus mentionnés au 1° ;

- Lorsque le Titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification du marché public, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché public ou l'acte spécial, il demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus aux articles R. 2191-46 à 58.

Si cet exemplaire ou ce certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le Titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché public.

L'acheteur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-dessus ne lui a pas été remise.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le Titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige également la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

## 1.7 MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le GHU Paris Saclay se réserve la faculté de recourir au marché de prestations similaires conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans suivant la notification du présent marché.

## 1.8 DEMARCHE INSERTION SOCIALE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur incite les candidats au présent marché à réaliser une action d'insertion professionnelle en faveur des personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi, afin de permettre l'accès ou le retour à l'emploi et de l'insertion sociale des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les personnes pouvant être concernées par l'action d'insertion sociale sont :

- Demandeur d'emploi (DE) inscrit depuis plus de 12 mois ;
- Bénéficiaires du RSA ou ayant droit et en recherche d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS) ;
- DE de + de 50 ans ;
- DE de - de 26 ans sans qualification ;
- DE de - de 26 ans avec qualification depuis plus de 6 mois ;
- DE RQTH (reconnu en qualité de travailleurs handicapés), au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail ;
- DE résidant en QPV ;
- Les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique ;
- Personnes pénitenciaires de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi professionnelle.

**La démarche d'insertion sociale proposée par les candidats sera valorisée à hauteur de 5 points dans l'analyse des offres, sur la base du critère d'analyse suivant :**

- **Dispositions prévues par le candidat en matière de démarche d'insertion sociale pour l'exécution du marché.**



## CHAPITRE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces, qui régissent la réalisation des prestations, sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction dans le contenu des pièces, cet ordre prévaut.

Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

- ✓ L'Acte d'Engagement et son annexe 1 le bordereau de Prix Unitaires (BPU),
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes,
- ✓ L'offre technique du titulaire.

Le Titulaire est réputé connaître tous les textes encadrant la mission. Pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé par les stipulations des pièces particulières, le marché sera régi par

- Le code de la commande publique en vigueur.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles).
- 

## CHAPITRE 3 – CONTENU DE LA MISSION – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 1.9 CONTENU DE LA MISSION

#### 1.9.1 Typologie des Projets Techniques

**Le titulaire devra disposer d'un bureau d'étude dotés des expertises en matière d'économie énergétique, pour assister le GHU dans le cadre des projets de travaux d'amélioration et d'économie d'énergie.**

L'objectif étant de répondre aux problématiques techniques et architecturaux nécessaires à la réalisation des travaux et à l'économie d'énergie.

L'assistant à maîtrise d'ouvrage aura, notamment, un rôle d'accompagnement et de conseil, dans le cadre des travaux d'amélioration et d'économie d'énergie, lors de différentes phases :

- L'assistance dans les études préalables et la définition des besoins,
- L'assistance dans le cadre des études opérationnelles dans le secteur du bâtiment et de l'énergie, notamment dans une assistance au montage technique et financier des différents travaux et de projet en économie d'énergie.
- L'assistance dans le cadre du suivi des travaux d'entretiens

#### 1.9.2 Modalités communes à toutes les Missions du présent Marché

#### 1.9.2.1 Prestataire

Le terme « titulaire » s'applique à l'entreprise ou groupement d'entreprises désigné pour effectuer les prestations du présent marché.

#### 1.9.2.2 Maitrise d'ouvrage

#### 1.9.2.3 Données nécessaires à l'étude

Pour exercer sa mission, le prestataire disposera, via une base de données partagées, de tous les documents nécessaires à la réalisation de la mission d'AMO tels que le programme de l'opération qui pourra être limité à une expression des besoins, les plans des bâtiments existants et projeté, les plans techniques lorsqu'ils existent; le schéma directeur d'économie d'énergie (lorsqu'il existe); les divers documents de diagnostic dont nous disposerons dont les rapports de vérifications périodiques; les Dossiers des Ouvrages Exécutés.

#### 1.9.2.4 Dispositions particulières liées au milieu Hospitalier

Les missions qui seront commandées au prestataire dans le cadre de ce marché concerneront des études d'économie d'énergie en milieu hospitalier. Les missions seront en lien avec la politique d'efficacité énergétique et de transition écologique déployée à l'APHP, déclinée des ambitions portées en conclusion du Ségur de la santé. Le prestataire devra particulièrement veiller à la confidentialité des données personnels des patients et des agents du GHU.

#### 1.9.2.5 Réunions

Au titre de chacune des missions, une réunion de démarrage sera assurée par le MOA. Le titulaire devra assister à toutes les réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué. Le titulaire mettra en place une organisation de gestion de projet pour assurer chaque mission, avec les réunions de suivi et de travail nécessaires.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu établi par le titulaire dans un délai de 3 jours suivant la réunion et validé par le maître d'ouvrage. Ce compte rendu indique le relevé de décisions et les questions soulevées lors de la réunion et précise qui doit apporter les réponses.

#### 1.9.2.6 Organisation des études

Dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'émission de la commande d'une mission, le titulaire du présent marché doit décrire de façon précise sa méthodologie de réalisation de sa mission. Elle devra être validée par le conducteur d'opération du pouvoir adjudicateur, sous 5 jours ouvrés, par retour de mail. Elle comprendra en particulier :

- Les objectifs à atteindre ;
- Une proposition d'un calendrier des réunions utiles ou nécessaires à l'aboutissement de la mission

Le titulaire est en charge du respect du calendrier proposé, et à ce titre il est tenu d'alerter le Maître d'Ouvrage dans les meilleurs délais :

- De toutes les données dont il pourrait avoir besoin pour l'exercice de sa mission,
- De tout retard pris par l'équipe projet ou les autorités administratives dans leurs études,

Chaque document finalisé remis étape après étape (l'avant-projet, l'initialisation, la réalisation ou l'implémentation, le contrôle et suivi, et la clôture), prend en compte tous les aspects et les contraintes inhérents à la mise en œuvre du projet relevant du domaine du patrimoine hospitalier et technique.

#### **1.9.2.7 Livrables**

Le prestataire remettra 2 exemplaires papiers de chaque document d'études et un exemplaire sous version informatique, sous un délai de 2 semaines à compter des visites et audits.

### **1.10 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **1.10.1 CERTIFICATS**

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que le GHU Paris Saclay n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

#### **1.10.2 CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du GHU Paris Saclay s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques du GHU Paris Saclay conformément aux lois et régimes applicables, et notamment

conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information du GHU Paris Saclay, sans l'accord du GHU Paris Saclay, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par le GHU Paris Saclay qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par le GHU Paris Saclay à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par le GHU Paris Saclay ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord du GHU Paris Saclay est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité du GHU Paris Saclay, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis du GHU Paris Saclay de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai le GHU Paris Saclay de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre du GHU Paris Saclay.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

Le GHU Paris Saclay se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le GHU Paris Saclay se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

Le GHU Paris Saclay pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

#### **1.10.3 ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION**

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements du GHU Paris Saclay sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

## **CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES**

### **1.11 CONTENU DES PRIX**

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation à savoir l'ensemble des moyens en personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité à la mission, objet du présent marché ; sont exclus des frais les moyens mis à la charge des autres intervenants dans l'opération, soit au titre de leur marché s'il est passé, soit prévus dans les pièces des marchés à passer et les frais d'assurance.

### **1.12 AVANCE**

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

L'option B de l'article 11.1 du CCAG – FCS est retenue.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-5 du Code de la commande publique, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance. Il devra expressément indiquer sur l'acte d'engagement s'il renonce ou non au bénéfice de l'avance.

### **1.13 REVISION**

La 1ère année, les prix unitaires sont fermes.

Pour les 2ème, 3ème et 4ème années, les prix du présent accord-cadre sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la

prestation.

A défaut, l'indice pris en compte sera le dernier indice connu lors de l'année de révision des prix.

Le mois M0 est le mois correspondant à la date de la notification du marché.

Les prix de base sont révisés annuellement à la date anniversaire de notification du marché, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (0,15 + 0,85 \times I1/I0)$$

Avec I : Indice Insee ING-Ingénierie (Base 100 en 2010).

P1 : prix de règlement des prestations à la date de la reconduction tacite du marché.

P0 : prix mentionné à l'annexe 1 à l'Acte d'engagement, le Bordereau des Prix à la date de la notification du marché.

I0 : indice correspondant au mois de la date de remise des offres.

I1 : dernier indice publié à la date de reconduction tacite du marché.

Le coefficient de la révision, obtenu par cette formule, sera arrêté 4 chiffres après la virgule. Pour ce calcul, les arrondis seront traités de la façon suivante :

si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième est augmentée d'une unité (arrondie par excès).

#### **1.14 PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE**

**Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.**

Conformément à l'article L. 2192- 1 du Code de la commande publique, le Titulaire du marché devra adresser ses factures sous format dématérialisé. Elles seront transmises par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les mentions suivantes doivent figurer sur les factures :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la désignation de chaque prestation réalisée ;

- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des prestations réalisées TTC ;
- le numéro du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture ne doit référencer qu'un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le numéro de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
  - ✓ A savoir :
    - Bicêtre : 010
    - Berck : 009
    - Paul-Brousse : 096
    - Antoine-Béclère : 028
    - Ambroise Paré : 014
    - Sainte-Périne : 079
    - Raymond Poincaré : 068
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

La remise des factures intervient après service fait, c'est-à-dire, après admission des prestations.

L'exécution du marché sera financée par le budget du GHU APHP Université Paris Saclay.

### **1.15 MODALITES DE PAIEMENT**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du CCAG-PI.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande publique, le délai maximum de paiement est de cinquante (50) jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le Pouvoir Adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

### **1.16 ACOMPTE**

Les acomptes ne sont dus qu'à l'issue du service fait liés à l'achèvement de la phase technique des dispositions concernant les rapports entre la maîtrise d'ouvrage publique et privée.

## **CHAPITRE 5 - EXECUTION DE LA PRESTATION**

### **1.17 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations seront constatées conformément au chapitre 5 du CCAG – PI.

### **1.18 RELATIONS ENTRE LES PARTIES**

Pour l'exécution de chaque bon de commande, le titulaire est tenu d'indiquer au maître d'ouvrage le collaborateur qui exécutera la prestation.

Dans l'hypothèse où le collaborateur n'est plus en mesure d'assurer la mission qui lui a été confié dans le cadre d'un bon de commande afférent au présent marché, le titulaire doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans cette hypothèse, la désignation du remplaçant est soumise à agrément en application de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. P.I. et organisé de la façon suivante :

Le titulaire désigne un collaborateur remplaçant et en communique les titres au maître d'ouvrage dans un délai inférieur à 15 jours à compter de la vacance. Le remplaçant est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage si celui-ci ne le récuse pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de cette communication.

Si le remplaçant est récusé par le maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour en désigner un autre à compter de la date de réception de la décision de récusation.

### **1.19 PENALITES**

Toutes les pénalités sont dues et ce quels que soient leurs montants et sans mise en demeure préalable sauf en cas de non-conformité des prestations livrées.

Seules les prestations effectivement réalisées donnent droit à paiement pour le titulaire.

Les pénalités sont cumulables, leur montant n'est pas plafonné et aucune exonération de pénalités n'est possible, par dérogation au CCAG-PI.

Lors de la constatation, le point de départ des pénalités, débute à compter de la réalisation du retard, de l'évènement ou du manquement, sous réserve que l'ensemble des pièces nécessaires à l'accomplissement de la prestation aient été communiqués. L'information du Titulaire prendra la forme d'un courriel ou d'un courrier en AR ou d'un fax.

Les jours pris en compte sont les jours calendaires. Les heures prises en compte sont des heures ouvrées.



Le maître d'ouvrage apprécie l'opportunité de l'application des pénalités.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI, il est appliqué le barème de pénalités suivant :

- **Pénalités pour retard dans l'exécution** : le titulaire subira, une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard dans l'exécution des prestations dont le délai a été indiqué par bon de commande et/ou par mail, à la suite de la validation du bon de commande.
- **Pénalités pour retard ou absence au rendez-vous de réunion** : en cas d'absence non excusée aux réunions demandés, une pénalité de 100 € par absence sera retenue, sur simple constatation du MOA.  
En cas de retard de plus de 15 minutes à une réunion, une pénalité de 50 € sera retenue sur simple constatation du MOA.
- **Pénalités pour retard dans la remise des documents à fournir lors de la mission d'accompagnement** : en cas de retard dans la remise de documents demandés une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard, sur simple constatation du MOA.

## CHAPITRE 6 - RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG - PI) sont applicables au présent marché.

## CHAPITRE 7 - ASSURANCES-LITIGES

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, dans un délai de cinq (5) jours, à compter du courrier informant le candidat qu'il est attributaire du marché, si ce n'est pas déjà fait, le Titulaire devra justifier, avant notification du marché, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité professionnelle à l'égard du Pouvoir Adjudicateur et des tiers :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, à tout moment, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## CHAPITRE 8 - SITUATIONS PARTICULIERE

Un Plan de Continuité d'Activité devra être transmise. Elle a pour objet d'identifier les situations particulières et/ ou risques identifiés et permettre ainsi de définir les actions appropriées lors de leurs réalisations.

La définition de la notion de continuité d'activité devra notamment tenir compte de la norme ISO 22301 ainsi que des contraintes inhérentes à un établissement de santé telles que l'absence de rupture dans l'accès et le traitement des soins.

**CHAPITRE 9 - DEROGATIONS AU CCAG PI**

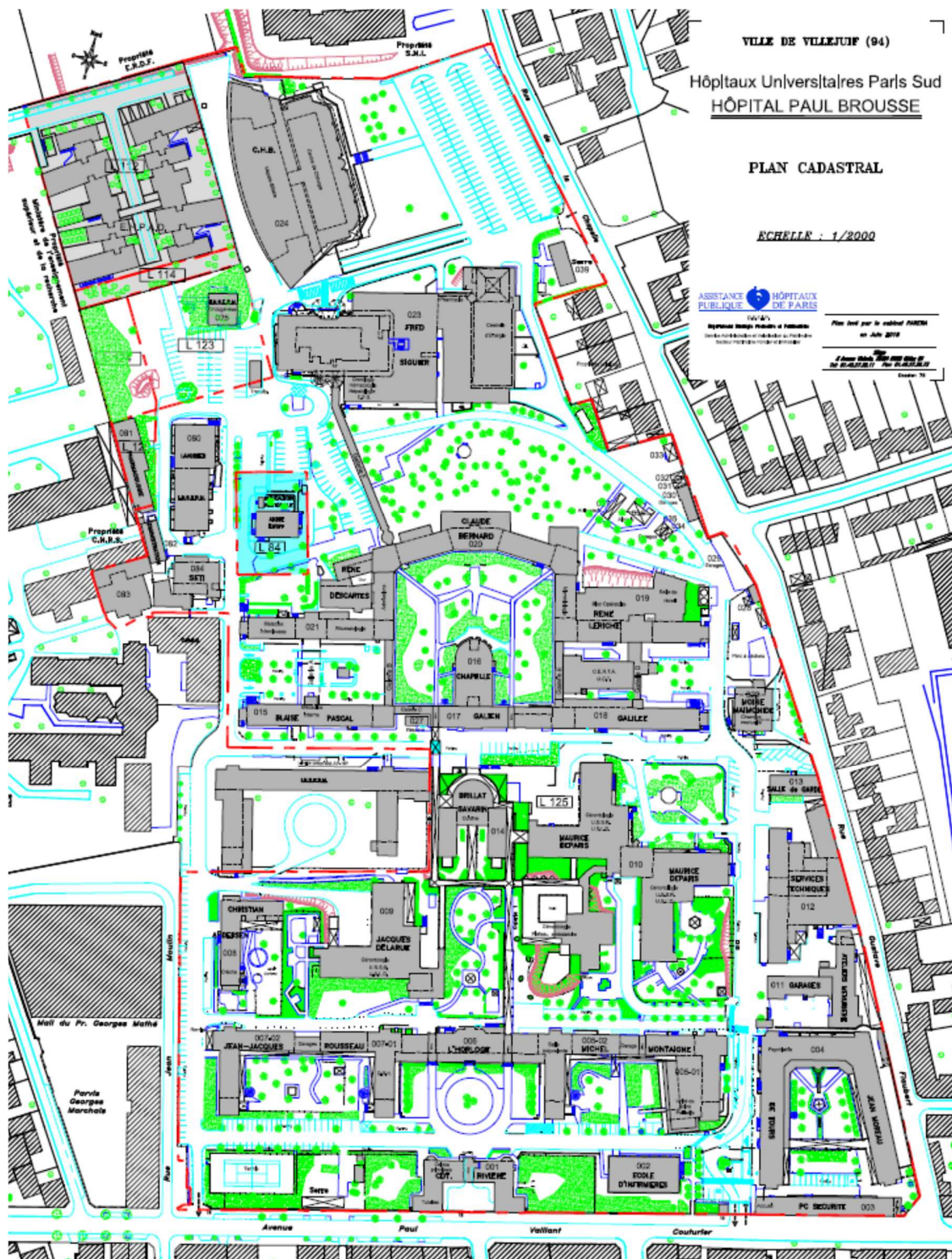
Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Article ou chapitre du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations	Intitulé de l'article
3.6	1.5.1	Sous-traitance
10.2.4	2.2	Révision des prix
14	3.2	Pénalités
9	Chapitre 6	Assurance

- Plan d'ensemble CHU BICETRE (78 rue du Général Leclerc-94 275 Le Kremlin Bicêtre)





- Plan d'ensemble Paul BROUSSE (12 avenue Paul Vaillant Couturier- 94 800 VILLEJUIF)





- Plan d'ensemble Antoine BECLERE (157 rue de la Porte de Trivaux- 92 140 CLAMART)

